

**MARCHE DE SERVICES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Prestations de gardiennage et de sécurité de l'ENSAIT**

Marché passé selon l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

**DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :**  
**Le 23/03/2026 à 12h00**

Table des matières

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....	3
2.1 Objet du marché.....	3
2.2 Décomposition du marché.....	3
2.3 Forme du marché et procédure de consultation .....	3
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
3.1 Délai de validité des offres .....	4
3.2 Forme juridique du groupement.....	4
3.3 Variantes .....	4
ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ .....	4
4.1 Durée du marché ou délai d'exécution.....	4
4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement. ....	4
ARTICLE 5 –VISITE SUR SITE .....	4
ARTICLE 6 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 7 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
ARTICLE 8 – CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS. ....	6
8.1 Transmission électronique.....	6
8.2 Transmission sous support papier. ....	6
ARTICLE 9 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
9.1 Sélection des candidatures. ....	7
9.2 Attribution du marché. ....	7
ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRES .....	7
ARTICLE 11 – RECOURS .....	8

## **ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES**

### **L'acheteur public**

**Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles (ENSAIT) N°SIRET  
19590338000010**

2, Allée Louise et Victor Champier

59100 Roubaix

Tel : 03.20.25.64.64

Fax : 03.20.25.64.61

Personne signataire des marchés : Madame Christine CAMPAGNE, Directrice ou par  
délégation Madame Virginie GUYODO, Directrice Générale des Services

Référente technique : Monsieur Ian-Thomas VANDEPUTTE, Directeur du Patrimoine et de la  
logistique.

Référent administratif : Monsieur Nolan JEHANNO, Directeur des Affaires Juridiques et des  
Achats.

### **Et le titulaire du marché**

## **ARTICLE 2 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

### **2.1 Objet du marché**

Dans le cadre de son activité, l'ENSAIT a besoin de recourir à un prestataire afin de lui confier  
l'ensemble des missions relatives notamment au gardiennage, à la fermeture et à la sécurité  
de ses locaux.

### **2.2 Décomposition du marché.**

Le marché fait l'objet de deux lots :

- Lot 1 : Fermeture des locaux de l'ENSAIT et rondes.
- Lot 2 : Événementiel.

### **2.3 Forme du marché et procédure de consultation**

Le présent marché est un marché public à procédure adaptée selon l'article L2123-1 du Code  
de la commande publique.

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **3.2 Forme juridique du groupement**

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement au titulaire du marché.

### **3.3 Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**

### **4.1 Durée du marché ou délai d'exécution.**

La durée du marché est fixée au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement.**

Les sommes dues au titulaire du marché seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures après constatation du service fait tel que stipulé au CCAP.

## **ARTICLE 5 –VISITE SUR SITE**

Une visite du site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les candidats doivent prendre rendez-vous auprès de Monsieur Ian-Thomas VANDEPUTTE par mail à l'adresse [ian-thomas.vandeputte@ensait.fr](mailto:ian-thomas.vandeputte@ensait.fr) et en mettant en copie l'adresse [achat@ensait.fr](mailto:achat@ensait.fr).

La visite ne pourra avoir lieu que pendant les horaires d'ouvertures de l'ENSAIT sur demande adressée par courriel et pendant l'un des créneaux suivants :

**Le mercredi 11 mars 2026 de 10h00 à 12h00 ou le vendredi 13 mars 2026 de 10h00 à 12h00.**

Cette visite fera l'objet d'un certificat complété et signé par le référent technique de l'ENSAIT et le candidat.

Aucune question/réponse n'aura lieu pendant la visite. Les candidats doivent transmettre leurs questions par écrit via le profil de l'acheteur sur la plateforme PLACE.

## **ARTICLE 6 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Un plan de l'ENSAIT
- Le Bordereau de Prix Unitaire (BPU)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Les formulaires DC1 et DC2.
- Le certificat de visite sur site.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

## **ARTICLE 7 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.**

Les candidatures devront être constituées des documents suivants :

- DC1 (ou DUME)
- DC2 (ou DUME)
- Extrait K-bis
- Certificat de régularité sociale et fiscale
- Certificat d'assurance
- RIB
- Fiche création fournisseur complétée

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en français et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les offres devront obligatoirement être constituées des documents suivants :

- L'Acte d'engagement complété, daté et signé
- Le CCAP paraphé, daté et signé
- Le CCTP paraphé, daté et signé
- Le RC paraphé, daté et signé
- Un bordereau de prix complété daté et signé
- Le détail quantitatif estimatif complété
- Un mémoire technique synthétique précisant la correspondance de l'offre avec les caractéristiques techniques prévues au CCTP, notamment :
  - La liste des références équivalentes à celles de la présente consultation du dernier exercice indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé avec le nom et les coordonnées du donneur d'ordre. Ces références sont vérifiables.
  - Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années
  - La description du personnel d'encadrement
  - La description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.
  - Le plan de formation et qualification des agents.
  - La gestion des plannings.

## **ARTICLE 8 – CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.**

Les plis devront parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **8.1 Transmission électronique.**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, via la plateforme PLACE, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'acheteur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (clé usb). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles (ENSAIT)**

**Service juridique et marchés publics**

**2, Allée Louise et Victor Champier**

**59100 Roubaix**

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

### **8.2 Transmission sous support papier.**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## **ARTICLE 9 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **9.1 Sélection des candidatures.**

Lors de l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'ENSAIT peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **9.2 Attribution du marché.**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Toute offre irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. Toutefois, cette régularisation n'est que facultative.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu si l'ENSAIT le décide et à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Valeur technique (mémoire technique/10, conformité aux exigences du CCTP/20, références du candidat/10, moyens humains/10)	50%
Prix	50%

Formule de calcul du prix :

Note = Le prix du moins disant/le prix du candidat x 50 (pondération fixée pour le critère prix)

Le candidat ayant l'offre la mieux classée au regard des critères ci-dessus sera désigné titulaire du marché.

Des précisions seront demandées au candidat lorsque l'offre paraît anormalement basse. Dans les conditions des articles R2152-4 et R2152-5 du code de la commande publique, ces offres pourront être écartées.

L'ENSAIT s'octroie la possibilité de négocier avec les deux candidats les mieux classés. Cette négociation n'est pas une obligation pour l'ENSAIT.

## **ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRES**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'ENSAIT sur la plateforme PLACE, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **le vendredi 13 mars 2026**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, **soit le lundi 16 mars 2026**.

### **ARTICLE 11 – RECOURS**

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

La juridiction territorialement compétente est :

**Tribunal Administratif de Lille**  
**5 rue Geoffroy Saint-Hilaire**  
**CS 62039**  
**59000 LILLE**  
**03.59.54.23.42**

**Le candidat,**  
(Signature, paraphe et mention manuscrite « lu et approuvé »  
par une personne habilitée à engager  
la responsabilité du candidat)